

CONVENTION

PROJET

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- **Monsieur Vincent FELTESSE**, Président de la **COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX** agissant au nom et comme représentant de ladite Communauté Urbaine, en vertu d'une délibération du Conseil de Communauté du

- **Monsieur André LASSANSAA**, agissant en qualité de Directeur Général Délégué de la SAEMCIB, Société Anonyme d'Economie Mixte de Construction Immobilière de Bègles, dont le siège social est 1, rue de La République, à BEGLES (33), nommé à cette fonction lors de la séance du Conseil d'Administration en date du 26 juin 2003 et autorisé aux fins des présentes par délibération du Conseil d'administration du 01 juillet 2011.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

La **COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX**, par délibération de son Conseil en date du reçue à la Préfecture de la Gironde le garantit le paiement des intérêts et le remboursement du capital de l'emprunt à contracter par la Société **SAEMCIB** auprès de la **CREDIT FONCIER de France** selon les modalités suivantes :

Prêt PLS :

Prêt :	2 677 063 €
Durée d'amortissement :	40 ans maximum, dont 12 mois maximum de phase de mobilisation
Taux d'intérêt actuariel annuel :	3.32 %(révisable), sur la base du taux de Livret A de 2,25% au 01/08/2011
Périodicité des échéances :	annuelle
Révisabilité du taux d'intérêt :	en fonction de la variation du taux du Livret A
Amortissement progressif	
Remboursement annuel à terme échu	

Le taux d'intérêt indiqué ci-dessus est établi sur la base d'un taux du Livret A en vigueur à la date de la délibération. Ce taux est susceptible d'être révisé à la date de l'établissement du contrat de prêt si le taux du Livret A applicable est modifié entre la date de la délibération et la date d'établissement du contrat de prêt.

en vue d'assurer le financement principal pour la charge foncière et l'acquisition en VEFA de 22 logements collectifs locatifs PLS, rue des Quatre Castéra à Bègles, pour un prix de revient de 2 677 063 euros (en TVA 5.5%).

Si la Société ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, la COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX, sur simple demande écrite qui lui sera faite, prendra ses lieu et place et règlera le montant des annuités à concurrence de la défaillance de la Société à titre d'avances remboursables ne portant pas intérêt.

La présente convention a pour objet de définir dans les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie d'emprunt PLS consentie et fixe à ce sujet les rapports entre la Communauté Urbaine de BORDEAUX et la Société.

ARTICLE I

Les opérations poursuivies par la Société, tant au moyen de ses ressources propres que des emprunt qu'elle a déjà réalisés avec la garantie de la Communauté Urbaine, ou qu'elle réalisera avec cette garantie, donneront lieu, à la fin de chaque année, à l'établissement, par la Société, d'un compte de gestion en recettes et en dépenses, faisant ressortir, pour ladite année et par opération, le résultat propre à l'exploitation de l'ensemble des immeubles appartenant à la Société.

Ce résultat devra être adressé au Président de la Communauté Urbaine, au plus tard le 31 Mars de l'année suivante.

ARTICLE II

Le compte de gestion défini au paragraphe I de l'article ci-dessus comprendra :

- **au crédit** : les recettes de toutes natures auxquelles aura donné lieu la gestion des immeubles et installations appartenant à la Société.
- **au débit** : l'ensemble des dépenses auxquelles aura donné lieu ladite gestion, notamment les frais d'administration et de gestion, les charges d'entretien, de réparations, de gardiennage, les impôts, les taxes, les charges d'intérêts et d'amortissement afférentes aux emprunts contractés pour l'acquisition des terrains d'assiette, la construction, l'acquisition ou tous travaux des immeubles et installations.

A ce compte de gestion devront être joints les états ci-après :

- Etat détaillé des frais généraux
- Etat détaillé des créanciers divers, faisant apparaître les sommes qui pourraient rester dues aux établissements prêteurs, sur les échéances d'intérêts et d'amortissement contractés.
- Etat détaillé des débiteurs divers, faisant ressortir les loyers non payés.

ARTICLE III

Si le décompte de gestion ainsi établi est excédentaire, cet excédent sera utilisé à due concurrence et, dans le cas où la garantie de la Communauté Urbaine aurait déjà joué, à l'amortissement de la dette contractée par la Société vis-à-vis de la Communauté Urbaine et figurant au compte d'avances ouvert au nom de celle-ci dans les écritures de la Société, suivant les conditions prévues à l'Article V ci-après.

Si le décompte d'avances susvisé ne fait apparaître aucune dette de la Société, le solde excédentaire du compte de trésorerie sera employé conformément aux statuts de la Société.

Si du compte de trésorerie et de l'état détaillé des créanciers divers, il résulte que la Société n'a pas réglé tout ou partie des intérêts et amortissements échus d'emprunts garantis par la Communauté Urbaine et qu'elle ne dispose pas de disponibilités suffisantes pour y procéder, la Communauté Urbaine effectuera ce règlement entre les mains des prêteurs aux lieu et place de la Société, dans la mesure de l'insuffisance des disponibilités constatées. Ce règlement constituera la Communauté Urbaine créancière de la Société.

ARTICLE IV

De convention entre les parties, la COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX est habilitée à prendre, à tous moments à partir de la signature de la présente convention et, si elle l'estime nécessaire à la garantie de ses droits, une inscription sur les meubles désignés en annexe à la présente convention dont la valeur libre d'hypothèque présente une garantie de **2 677 063 euros sur les biens de cette même valeur.**

Par voie de conséquence, la Société s'engage à ne consentir aucune hypothèque sur ces immeubles sans l'accord préalable de la collectivité.

Les biens donnés en garantie devront être assurés sans l'application d'une quelconque règle proportionnelle et pour leur valeur de reconstruction à neuf.

Pour justifier la valeur du gage offert et qu'aucune inscription nouvelle n'a été inscrite, la Société sera tenue de présenter le 31 Décembre de chaque année, un certificat de situation hypothécaire ayant moins de deux mois de date.

En cas d'insuffisance de valeur des sûretés offertes par suite d'inscription d'office ou pour toutes autres causes, la collectivité sera en droit d'exiger de nouvelles sûretés.

Lors de l'achèvement de l'opération réalisée avec la garantie communautaire, la Société en informera la Communauté Urbaine et lui adressera un certificat d'achèvement des travaux.

Elle lui indiquera également la valeur du programme immobilier ayant bénéficié de la caution communautaire.

ARTICLE V

Un compte d'avances communautaires de la Communauté Urbaine sera ouvert dans les écritures de la Société.

Il comprendra :

- **au crédit** : le montant des remboursements effectués par la Société, le solde constituera la dette de la Société vis-à-vis de la Communauté Urbaine.
- **au débit** : le montant des versements effectués par la Communauté Urbaine, en vertu de l'Article 3.

ARTICLE VI

La Société, sur simple demande du Président de la Communauté devra fournir à l'appui du compte et des états visés à l'Article 1^{er}, toutes justifications utiles et notamment, les livres et documents suivants : livre annuel des sommes à recouvrer, carnet annuel des engagements de dépenses, livres annuels de détails des opérations budgétaires, livres permanents des opérations aux services hors budget, le journal annuel et le grand livre annuel, le compte financier, le bilan et le projet de budget.

Elle devra permettre, à toute époque, aux agents désignés par Monsieur le Préfet, en exécution du décret loi du 30 Octobre 1935, de contrôler le fonctionnement de la Société, de vérifier sur sa caisse ainsi que ses livres de comptabilité et, d'une manière générale, de s'assurer de la parfaite régularité de toutes ses opérations.

ARTICLE VII

L'application du présent contrat se poursuivra jusqu'à l'expiration de la période d'amortissement des emprunts déjà contractés ou à contracter avec la garantie communautaire, soit jusqu'au remboursement complet de la créance de notre établissement dans l'hypothèse où la garantie serait mise en œuvre.

ARTICLE VIII

Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret 99-836 du 22 septembre 1999 (JO du 25 septembre 1999) et de l'article R 441-5 du code de la construction et de l'habitation relatifs aux attributions de logements dans les immeubles d'habitation à loyer modéré, la SAEMCIB s'engage à réserver à la COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX, 20 % des logements ainsi construits, étant précisé que :

- 50 % de ces logements seront mis à la disposition de la Mairie du lieu d'implantation du programme
- 50 % seront réservés au personnel de l'administration communautaire

La réservation de ces appartements s'effectuera de la façon suivante :

- la SAEMCIB indiquera dans l'immédiat à Monsieur le Président de la COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX, pour l'opération considérée, le planning de construction, le nombre, le type et les dates de livraison des logements entrant dans le cadre de la dotation ;
- le Président de la COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX fera connaître à la SAEMCIB et à la mairie du lieu d'implantation du programme de construction, le nombre, le type et les dates de livraison des logements remis définitivement à la disposition de cette MAIRIE puis adressera à la SAEMCIB, deux mois avant la date de livraison des différents logés. Lorsque le nombre des candidatures proposées sera inférieur à celui des logements réservés au personnel communautaire, la différence sera remise provisoirement à la disposition de la MAIRIE susvisée et la SAEMCIB sera avisée dans les deux mois précédant la date de livraison. Lors de leur libération, ces derniers logements devront obligatoirement être remis à la disposition de la COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX et, par la suite, faute de candidat, à la disposition de la MAIRIE.

L'application du présent article se poursuivra jusqu'à l'expiration de la période d'amortissement de l'emprunt correspondant.

Fait à BORDEAUX
En sept exemplaires

Pour la SAEMCIB

Pour la COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

Société Anonyme d'Economie Mixte
de Construction Immobilière de Bègles
Le Directeur Général Délégué,

André LASSANSAA

ANNEXE A LA DEMANDE DE GARANTIE D'EMPRUNT

Programme financé : Bègles— la charge foncière et l'acquisition en VEFA de 22 logements collectifs locatifs PLS, rue des Quatre castéra à Bègles,

Caisse prêteuse : **CREDIT FONCIER DE FRANCE**

Montant de l'emprunt PLS: **2 677 063 euros**

BIENS AFFECTES EN GARANTIE

A la garantie du prêt locatif à contracter auprès de la **CREDIT FONCIER de FRANCE**, avec la garantie de la **COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX**, à hauteur de **2 677 063 Euros**, la Société **SAEMCIB** s'engage envers la **COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX** à affecter hypothécairement, à la première demande de la **COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX**, si celle-ci l'estime nécessaire à la garantie de ses droits, les immeubles (ou terrains) lui appartenant, libres d'hypothèque, dont la désignation et la valeur figurent au bilan ci-dessous :

Biens donnés en garantie : bien objet de la présente garantie.

Fait à BORDEAUX, le ...11.10.112012
En sept exemplaires

Pour la SAEMCIB

Société Anonyme d'Economie Mixte
de Construction Immobilière de Bègles
Le Directeur Général Délégué,

André LASSANSAA



CRÉDIT FONCIER

Votre Correspondant

Anthony PINSARD
CREDIT FONCIER
Direction de l'Immobilier Social
3, rue du Vergne
33300 BORDEAUX LAC
Téléphone : 05 57 22 63 01
Télécopie : 05 57 22 63 10
Mail : anthony.pinsard@creditfoncier.fr

SAEMCIB

Monsieur André LASSANSAA
Directeur Général
1 RUE DE LA REPUBLIQUE
BP 130
33321 BEGLES CEDEX

Bordeaux, le 22 juin 2011,

A l'attention de Parvine PARANDI

Objet : Acquisition de 22 logements PLS en EFA à Bègles

Monsieur le Directeur Général,

Comme suite à votre récent envoi portant sur une demande de financement concernant votre opération d'acquisition de 22 logements PLS en EFA à BEGLES, rue Quatre Casters, j'ai le plaisir de vous confirmer l'accord de principe du Crédit Foncier sur le financement de votre projet aux conditions ci-après, et ce, **sous réserve de la décision définitive de notre comité des engagements**, et de la disponibilité de l'enveloppe PLS 2011.

Le prix de revient de cette opération ressort à 2 677 063 € TTC (TVA à 5,50%).

Financement principal :

PLS Formule Evolutifs de 2 677 063 €

Phase de mobilisation : 24 mois (maximum)

Durée d'amortissement : 40 ans (maximum)

Remboursement annuel à terme échu

Garantie à 100% par une collectivité locale

Conditions financières : 3,07% à ce jour ((sur la base du taux de rémunération du Livret A en vigueur au jour des présentes, soit actuellement 2,00% + 1,07%))

Commission d'engagement : 0,13% du montant total engagé (dont commission d'instruction versée à la Caisse de Dépôts et Consignations au titre de la convention de refinancement 2011)

Nous vous invitons à prendre contact dès à présent avec le Délégué des Aides à la Pierre concerné, muni de cette lettre, afin d'obtenir la Décision Favorable d'Agrément sur le millésime 2011 nécessaire au financement PLS, mentionnant comme établissement prêteur le Crédit Foncier. Il est précisé que cette offre est faite sous réserve de la disponibilité de l'enveloppe PLS 2011.

Comme nous en avons convenu, je reste dans l'attente des pièces complémentaires constitutives de votre dossier, et dès réception, je ne manquerai pas de faire diligence pour que votre demande de financement soit présentée de manière urgente à notre comité national des crédits.

Restant à votre disposition, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Général, à mes salutations les plus cordiales.

Anthony PINSARD
Directeur Clientèle Corporate

4, QUAI DE BERCY
94224 CHARENTON
CEDEX
FRANCE
+33 (0)1 57 44 80 00

CRÉDIT FONCIER DE
FRANCE
S.A. AU CAPITAL
DE 806 319 000,50
EUROS
542 029 848 RCS PARIS

SIÈGE SOCIAL
19, RUE DES
CAPUCINES
75001 PARIS

www.creditfoncier.fr